

Cote du document: EB 2017/121/R.16/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 9 b) i)
Date: 14 septembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République d'Indonésie pour l'Initiative de reproduction à plus grande échelle du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ron Hartman
Directeur dans le pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2184
courriel: r.hartman@ifad.org

Sarah Hessel
Chargée d'appui au programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2622
courriel: s.hessel@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt et unième session
Rome, 13-14 septembre 2017

Pour: Approbation

Table des matières

| | |
|--|-----|
| Sigles et acronymes | ii |
| Carte de la zone du programme | iii |
| Résumé du financement | iv |
| Recommandation pour approbation | 1 |
| I. Contexte stratégique et justification | 1 |
| A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural | 1 |
| B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats | 1 |
| II. Description du programme | 2 |
| A. Zone d'intervention et groupe cible | 2 |
| B. Objectif de développement du programme | 3 |
| C. Composantes/résultats | 3 |
| III. Exécution du programme | 5 |
| A. Approche | 5 |
| B. Cadre organisationnel | 5 |
| C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs | 6 |
| D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance | 7 |
| E. Supervision | 8 |
| IV. Coût, financement et avantages du programme | 8 |
| A. Coût du programme | 8 |
| B. Financement du programme | 8 |
| C. Résumé des avantages et analyse économique | 9 |
| D. Durabilité | 9 |
| E. Identification et atténuation des risques | 10 |
| V. Considérations d'ordre institutionnel | 10 |
| A. Respect des politiques du FIDA | 10 |
| B. Alignement et harmonisation | 11 |
| C. Innovations et reproduction à plus grande échelle | 11 |
| D. Participation à l'élaboration des politiques | 11 |
| VI. Instruments et pouvoirs juridiques | 12 |
| VII. Recommandation | 12 |
| Appendices | |
| I. Negotiated financing (loan and grant) agreement (Accord de financement [prêt et don] négocié) | 1 |
| II. Logical framework (Cadre logique) | 9 |

Sigles et acronymes

| | |
|----------|--|
| BAPPENAS | Badan Perencanaan Pembangunan Nasional (Agence nationale de planification du développement) |
| BGPD | Bureau de gestion du programme au niveau du district |
| BGPN | Bureau de gestion du programme à l'échelon national |
| COSOP | Programme d'options stratégiques pour le pays |
| READ | Programme d'autonomisation rurale et de développement agricole dans le Sulawesi central |
| READSI | Initiative de reproduction à plus grande échelle du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole |
| S&E | Suivi-évaluation |

Carte de la zone du programme

Indonésie

Initiative de reproduction à plus grande échelle du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA; 14/10/2016

République d'Indonésie

Initiative de reproduction à plus grande échelle du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole

Résumé du financement

| | |
|--|--|
| Institution initiatrice: | FIDA |
| Emprunteur/bénéficiaire: | République d'Indonésie |
| Organisme d'exécution: | Ministère de l'agriculture |
| Coût total du programme: | 55,32 millions d'USD |
| Montant du prêt du FIDA: | 39,88 millions d'USD |
| Montant du don du FIDA: | 1 million d'USD |
| Conditions du prêt du FIDA: | Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 6 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux d'intérêt de référence établi par le FIDA |
| Cofinanceurs: | Partenaires du secteur privé |
| Montant du cofinancement: | Partenaires du secteur privé: 2,2 millions d'USD |
| Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire: | 9,6 millions d'USD |
| Contribution des bénéficiaires: | 2,6 millions d'USD |
| Institution chargée de la préévaluation: | FIDA |
| Institution coopérante: | Supervision directe par le FIDA |

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement (prêt et don) en faveur de la République d'Indonésie pour l'Initiative de reproduction à plus grande échelle du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole, telle qu'elle figure au paragraphe 50.

Proposition de prêt et don à la République d'Indonésie pour l'Initiative de reproduction à plus grande échelle du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Pays à croissance rapide et à revenu intermédiaire, l'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé au monde. Avec une croissance urbaine annuelle de 3%, plus de 50% des Indonésiens vivent aujourd'hui dans des centres urbains, engendrant une forte hausse de la demande de biens de consommation, notamment de produits alimentaires. La productivité des agriculteurs indonésiens devra augmenter de plus de 60% dans les 15 prochaines années.
2. Une croissance économique soutenue a permis de réduire progressivement la pauvreté. Toutefois, le niveau de cette réduction stagne depuis quelques années, en particulier dans les zones rurales. La malnutrition reste élevée et la prévalence du retard de croissance (mesure de la taille par rapport à l'âge) chez les enfants de moins de 5 ans est en légère augmentation. Avec une augmentation du coefficient de Gini de 0,36 en 2005 à 0,41 en 2014, la hausse des inégalités menace de remettre en question les avancées dans la réduction de la pauvreté et de l'enraciner davantage encore.
3. L'agriculture reste la principale source de revenus pour un tiers de la population et pour 64% des pauvres. L'évolution des habitudes alimentaires, les nouvelles technologies et un cadre réglementaire favorable offrent de réelles possibilités de transformation du monde rural. Pourtant, la réduction de la taille des parcelles et l'insécurité du régime foncier, ainsi qu'un accès limité aux technologies, aux infrastructures, au financement rural et aux marchés, présentent des risques pour l'agriculture, qui sont encore accrus par la vulnérabilité au changement climatique.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. Le Plan national de développement à moyen terme 2015-2019 donne la priorité à la souveraineté alimentaire pour les principales denrées de base (dont le riz), à l'augmentation de la production des cultures de plantation et à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales. En conséquence, le Gouvernement indonésien cherche à développer des approches susceptibles d'aider les populations rurales à accroître leur productivité agricole et à améliorer leurs moyens de subsistance – en établissant des liens avec d'importantes politiques telles que la loi pour les villages (6/2014) et la loi sur la protection et l'autonomisation des exploitants agricoles (19/2013), et en les appuyant.

5. Le programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) 2016-2019 vise à appuyer une transformation inclusive du monde rural afin de permettre aux populations rurales de réduire la pauvreté et de parvenir à des moyens de subsistance durables. Pour ce faire, il apportera un appui financier et technique en vue de développer des modèles novateurs susceptibles d'être reproduits et transposés à plus grande échelle par le gouvernement et d'autres partenaires. Les investissements du FIDA contribueront à la réalisation de trois objectifs stratégiques interdépendants: i) les petits producteurs participent à des marchés agricoles rémunérateurs; ii) les petits producteurs et leur famille sont plus résilients face aux risques; et iii) les institutions rurales proposent des services répondant aux besoins des petits producteurs.
6. Le Programme d'autonomisation rurale et de développement agricole dans le Sulawesi central (READ), appuyé par le FIDA et exécuté entre 2008 et 2014, a contribué à l'amélioration durable des moyens de subsistance de plus de 80 000 ménages ruraux pauvres dans la province du Sulawesi central en associant l'autonomisation des communautés à des mesures ciblées d'appui à l'agriculture. Ce programme a piloté un certain nombre d'innovations, notamment des partenariats public-privé-producteurs (4P) de type nouveau. À l'achèvement du programme, le Ministère de l'agriculture a commencé à reproduire à plus grande échelle la même approche dans deux provinces (Kalimantan occidental et Nusa Tenggara oriental), avec un budget annuel total de quelque 20 milliards de rupiahs indonésiennes (1,53 million d'USD). Sur la base des enseignements tirés de cette expérience, le gouvernement a maintenant demandé au FIDA d'appuyer la reproduction à plus grande échelle de l'approche mise en œuvre avec succès par le programme dans une plateforme programmatique en faveur des investissements agricoles.
7. L'Initiative de reproduction à plus grande échelle du programme d'autonomisation rurale et de développement agricole (READSI – l'Initiative) sera guidée par les priorités et les objectifs énoncés par le Plan national de développement à moyen terme 2015-2019 et le Plan national de développement à long terme 2005-2025, en particulier la sécurité alimentaire, l'autosuffisance et la souveraineté alimentaire par l'accroissement des capacités de production nationales. Elle s'inscrit dans le droit fil du COSOP 2016-2019 et de la stratégie du FIDA consistant à piloter les approches innovantes du développement rural en vue d'une reproduction à plus grande échelle des résultats par le biais de programmes nationaux.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Zone d'intervention. La zone d'intervention proposée comprendra 18 districts: 14 dans quatre provinces de l'île de Sulawesi, et deux districts au Kalimantan occidental et deux autres 2 au Nusa Tenggara oriental. L'Initiative devrait bénéficier à environ 342 villages, dont 80 étaient inclus dans le programme READ. Les districts participants seront sélectionnés selon les critères suivants: i) taux de pauvreté élevés; ii) potentiel agricole accessible au groupe cible; iii) engagement crédible de la part des autorités des provinces et des districts en faveur de l'exécution du programme et d'une collaboration étroite avec les équipes au niveau central; et iv) divers problèmes associés au développement pour mettre à l'essai et développer une plateforme programmatique en faveur du développement rural.
9. Groupe cible. L'Initiative ciblera: i) les pauvres et les quasi-pauvres en mesure de dégager des bénéfices économiques de l'agriculture avec un appui au programme; ii) les agriculteurs actifs/pilotes qui, étant des "agents du changement", peuvent montrer l'exemple aux pauvres et aux quasi-pauvres afin de les encourager à améliorer leurs moyens d'existence; et iii) les paysans sans terres ou pauvres en terres, notamment les ménages dirigés par une femme, qui seront inclus dans des activités axées sur le jardinage, l'amélioration de la nutrition et l'initiation aux

notions financières. La stratégie de ciblage garantira l'intégration des groupes ethniques et des populations autochtones répondant aux critères de sélection du programme, ainsi que l'adaptation des activités aux caractéristiques sociales et culturelles des populations autochtones. L'Initiative devrait profiter à quelque 342 000 bénéficiaires directs, soit 68 400 ménages. Les femmes devraient représenter 50% des bénéficiaires du programme.

B. Objectif de développement du programme

10. L'Initiative a pour but d'appuyer la prospérité croissante des familles de petits agriculteurs indonésiens, et son objectif est d'autonomiser les ménages ruraux dans la zone d'intervention en leur donnant les compétences, les ressources et la confiance nécessaires pour améliorer durablement leurs revenus agricoles et non agricoles et leurs moyens de subsistance grâce à une approche programmatique reproductible à plus grande échelle.

C. Composantes/résultats

11. Composante 1: Développement de l'agriculture et des moyens de subsistance dans les villages. Cette composante vise à accroître les revenus et les moyens de subsistance des ménages en améliorant la productivité et la rentabilité des activités agricoles et non agricoles ainsi que la gestion de la nutrition et des finances des ménages. Les activités reposent sur l'approche éprouvée mise en œuvre par le programme READ consistant en une mobilisation communautaire intimement liée au développement de l'agriculture et des moyens de subsistance, et elles sont regroupées en quatre activités complémentaires:
 - i) Mobilisation communautaire. Établir une structure organisationnelle pour la mobilisation sociale; définir et mobiliser le groupe cible autour d'intérêts communs; et renforcer l'aptitude du groupe cible à poursuivre ses intérêts économiques et en matière de moyens de subsistance.
 - ii) Agriculture et moyens de subsistance. Appuyer les cultures vivrières, les cultures de plantation, le jardinage, l'élevage, les machines et les infrastructures agricoles, et les moyens de subsistance non agricoles grâce à un soutien intensif des services de vulgarisation aux agriculteurs ciblés, un lot d'intrants de démarrage et du matériel, des machines et de la petite infrastructure agricoles.
 - iii) Épargne, prêts et initiation aux notions financières. Favoriser l'accès et le recours à des financements abordables pour les investissements et les besoins saisonniers des agriculteurs par une initiation aux compétences financières, des activités d'épargne et de prêt au sein des groupes communautaires, des investissements dans les machines et le renforcement des liens avec les organismes financiers existants.
 - iv) Nutrition. Améliorer la nutrition et encourager l'innovation locale par la formation et la sensibilisation aux techniques, le jardinage intégré et des approches de commercialisation sociale.
12. Composante 2: Services, intrants et liens avec les marchés. Cette composante vise à améliorer la qualité, la pertinence, la disponibilité et l'accessibilité des marchés d'intrants et de services essentiels dans les districts du programme pour répondre aux besoins des communautés. Cinq services principaux seront abordés, chacun dans le cadre d'une sous-composante:
 - 2.1. Service de vulgarisation agricole (tous les districts). Appuyer et mettre en œuvre des activités de vulgarisation dans le cadre de la composante 1 et améliorer l'ensemble des services de vulgarisation agricole par: le recrutement de nouveaux agents et la formation du personnel existant; l'examen et l'actualisation de tous les modules techniques pertinents existants utilisés par ce personnel; et l'actualisation des programmes de formation et des installations de vulgarisation.

- 2.2. Services financiers (tous les districts). Aider les petits agriculteurs à emprunter: en renforçant les partenariats avec les banques; en collaborant avec l'Otoritas Jasa Keuangan indonésienne (Autorité des services financiers) en vue d'inscrire les organisations financières à assise communautaire en tant qu'institutions de microfinancement et de renforcer la supervision; et en élargissant l'accès à l'assurance agricole.
 - 2.3. Marchés et systèmes d'approvisionnement en semences (tous les districts). Appuyer l'approvisionnement en semences de qualité par le biais d'un processus en quatre étapes: i) culture, ii) multiplication, iii) distribution de semences de bonne qualité et iv) donner des assurances crédibles aux agriculteurs que leurs semences répondent à des normes uniformément élevées.
 - 2.4. Services d'appui et accès aux marchés pour les producteurs de cacao (Sulawesi uniquement). Améliorer la rentabilité de la culture du cacao par: la mise à niveau de la couverture des services intégrés proposés dans les filières d'approvisionnement; le développement de prestataires de services privés, de qualité et abordables; l'élargissement du cadre des professionnels de la vulgarisation privés et publics; et le renforcement du rôle et des capacités des services ministériels techniques pour les cultures de plantation des districts.
 - 2.5. Production animale, services vétérinaires et marchés (jusqu'à mi-parcours, seulement au Nusa Tenggara oriental). Établir un système efficace et efficient de services vétérinaires et de production animale grâce à un appui technique mis à niveau. Les activités seront examinées à mi-parcours et éventuellement reproduites à plus grande échelle dans d'autres districts.
13. L'approche des 4P jouera un rôle important dans l'amélioration de la durabilité, en particulier pour: les services financiers grâce à des partenariats locaux avec les banques; l'expansion du partenariat réussi entre le programme READ et Mars cacao, et l'établissement de nouveaux partenariats avec d'autres grandes entreprises dans le secteur du cacao; et des collaborations orientées vers le marché entre les paysans multiplicateurs de semences de riz et les services du Ministère de l'agriculture chargés de l'appui technique aux producteurs de semences. Afin d'assurer la durabilité et l'équité au sein de ces partenariats, ceux-ci seront mis en place avec toute la diligence voulue pour s'assurer qu'ils offrent des avantages évidents aux communautés participant à l'Initiative.
14. Composante 3: Appui à l'élaboration des politiques et des stratégies. Cette composante sera financée par le don et a pour but de renforcer le cadre politique et institutionnel de l'agriculture paysanne. Elle a pour objectifs spécifiques: i) d'appuyer l'élaboration de la Vision stratégique pour 2045, le prochain plan national de développement à moyen terme (RPJMN 2020-2024), et les plans de travail annuels (Rencana Kerja Pemerintah – RKP), notamment par la coordination des parties prenantes concernées; ii) de renforcer les capacités des organismes gouvernementaux en termes d'utilisation efficace des données factuelles dans les processus d'élaboration des politiques et de planification, et notamment d'améliorer la coordination entre les parties prenantes comme les autorités publiques, centrales et locales, les ONG et le public de manière générale; iii) de faciliter la coordination des donateurs dans le domaine de l'appui à la politique agricole; et iv) de renforcer l'utilisation des résultats, des enseignements tirés et des pratiques intelligentes issues de projets de développement antérieurs ou en cours. Les domaines d'action publique appuyés par le don sont reliés au programme national de sécurité alimentaire et favorisent une croissance rurale inclusive.

III. Exécution du programme

A. Approche

15. Composante 4: La gestion du programme au niveau du pays, des provinces et des districts favorise une gestion efficace de l'exécution des projets. Les modalités d'exécution sont définies à la section III, B du Cadre organisationnel ci-après.
16. Centrée sur les agriculteurs et fruit d'une approche intégrée au niveau des villages, l'Initiative trouve ses fondements dans les processus de mobilisation sociale. S'appuyant sur l'expérience du programme READ, l'Initiative centrera l'exécution sur les villages, en particulier les groupes mobilisés dans le cadre du programme en fonction des activités agricoles et des moyens de subsistance, les services et l'appui étant organisés autour de ces groupes. Le panachage des principales activités répondra à la demande émanant des ménages visés par l'Initiative dans chaque village, ceux-ci étant libres de choisir à quels groupes participer. L'Initiative appuiera également la transition des agriculteurs vers une autonomie véritable, par exemple en réduisant la taille et la portée des subventions, en s'attachant davantage à aider les agriculteurs à décider par eux-mêmes de la façon dont les ressources doivent être investies.
17. L'Initiative développera également certains aspects de l'approche originale du programme READ, notamment le renforcement et la multiplication des partenariats avec le secteur privé – dans le secteur du cacao, mais aussi dans les services financiers. Le rôle du bureau de gestion du programme à l'échelon national (BGPN) connaîtra également une évolution, ses systèmes et pratiques passant de la gestion d'un projet à une plateforme programmatique capable d'opérer dans des districts bien plus nombreux et variés. Au fur et à mesure de l'évolution de l'Initiative vers cette plateforme programmatique, le cadre de la sélection des districts et de leur éventuelle sortie du programme READ évoluera lui aussi. Comme on le constate déjà dans les districts initialement ciblés par le programme READ, l'intensité et la nature des besoins pris en charge changent au fur et à mesure des progrès réalisés et des résultats obtenus par les districts. L'Initiative appliquera donc un processus de reclassement des districts, avec différentes séries d'activités d'appui tout au long du processus.
18. Compte tenu de l'importance croissante des investissements axés sur les villages en Indonésie de manière plus générale, surtout en vertu de la nouvelle loi pour les villages, l'Initiative coordonnera son action avec le Ministère des villages, des régions défavorisées et de la transmigration et d'autres organismes de premier plan afin d'assurer que des liens et des synergies seront développés entre la READSI et ces autres initiatives – aussi bien au niveau central que sur le terrain, au niveau des villages et des districts.

B. Cadre organisationnel

19. L'Initiative suivra la structure d'exécution du programme READ et fera fond sur les bonnes pratiques développées par d'autres investissements appuyés par le FIDA en Indonésie: opérer dans le cadre des systèmes et processus gouvernementaux habituels; bâtir de solides systèmes et processus pour maximiser l'efficacité en termes de gestion; et procéder à une analyse comparative entre les districts et en leur sein, ainsi que du personnel, grâce à un suivi-évaluation (S&E) indépendant, à des structures de gouvernance solides et transparentes, et à des incitations pour promouvoir la performance.
20. Le Ministère de l'agriculture sera l'organisme d'exécution des activités financées par le prêt et le don, l'Agence de vulgarisation agricole et de développement des ressources humaines étant chargée d'héberger le BGPN de l'Initiative, qui restera en place dans le prolongement du programme READ. Le BGPN recrutera des techniciens

spécialisés supplémentaires pour travailler de manière intégrée à l'exécution de l'Initiative dans les domaines de la mobilisation sociale et de la finance rurale.

21. Alors que le BGPN assume la responsabilité globale de l'exécution du programme, chacune des composantes est assortie de modalités d'exécution s'appuyant sur les organismes au niveau des districts. Des unités d'appui au programme à l'échelon provincial (UAPP) seront mises en place dans chaque province pour des fonctions administratives telles que l'établissement des rapports financiers, le S&E et la planification. Un bureau de gestion du programme au niveau du district (BGPD) sera mis en place dans chaque district pour diriger la mise en œuvre des activités au niveau des districts (principalement en vertu de la composante 1).
22. L'Initiative sera supervisée par un comité de pilotage qui assurera l'appui à l'orientation générale du programme. Ce comité sera présidé conjointement par un haut fonctionnaire du Ministère de l'agriculture et par la BAPPENAS, et inclura des représentants du gouvernement central (Ministère des villages, des régions défavorisées et de la transmigration, Ministère des affaires intérieures), des gouvernements infranationaux (représentants des districts participant à l'Initiative), des partenaires du secteur privé et des autres principaux partenaires d'exécution et parties prenantes, comme les organisations paysannes. Par souci d'efficacité dans la prise de décisions, ses membres seront nommés pour un an au moins et le nombre total de ses membres ne devrait pas dépasser 20 personnes.
23. Les activités financées par le don seront exécutées par la BAPPENAS, qui mettra en place, au Ministère adjoint des ressources maritimes et naturelles, une plateforme de concertation sur les politiques et un secrétariat chargé de la coordination.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

24. Planification. Les délais et processus de planification mis en place par l'Initiative seront harmonisés avec le processus de planification habituel des pouvoirs publics au niveau central, des districts et des villages. En consultation avec les districts et le secrétariat de la plateforme de concertation sur les politiques, le BGPN préparera le programme de travail et budget annuel et les plans de passation des marchés, qu'il présentera au FIDA pour examen et avis de non-objection.
25. Suivi-évaluation. Le cadre de gestion des savoirs et de S&E de l'Initiative s'inspirera de l'expérience acquise dans le cadre du Projet de développement des communautés côtières financé par le FIDA. Compte tenu des objectifs de reproduction à plus grande échelle, l'Initiative mettra tout particulièrement l'accent sur la gestion des savoirs et le S&E, à savoir: i) un tableau de bord hebdomadaire/mensuel présentant les progrès réalisés vers l'obtention des principaux produits et objectifs, y compris l'égalité des sexes; ii) une base de données ventilée par sexe sur tous les effets, produits et indicateurs relatifs aux personnes ou aux ménages; et iii) une analyse au niveau des ménages de l'impact de la pauvreté afin de comprendre comment différentes interventions agissent sur différentes causes de la pauvreté.
26. L'Initiative collectera des données par voie électronique (tablettes) directement dans un système d'information de gestion centralisé afin d'améliorer la ponctualité et la fiabilité des données pour que le système de S&E soit plus solide et plus utile comme outil de gestion.
27. Apprentissage et gestion des savoirs. L'Initiative devrait générer des savoirs pratiques sur les succès (et les échecs) et sur la façon de reproduire à plus grande échelle les investissements dans des approches programmatiques mises en œuvre avec succès. Un apprentissage, une gestion des savoirs et une communication efficaces et efficients sont donc au cœur de la vision à long terme de l'Initiative. Elle investira donc dans une gestion des savoirs de qualité et fondée sur des données

probantes afin de contribuer au processus d'élaboration des politiques. L'Initiative diffusera systématiquement les savoirs générés par le système de S&E, qui seront exploités pour éclairer les activités de concertation sur les politiques.

28. Les activités relevant de la composante 3 appuieront les efforts de gestion des savoirs spécifiques dans le cadre de l'Initiative et contribueront aux processus plus généraux d'élaboration des politiques et stratégies du Ministère de l'agriculture et des autres acteurs publics au niveau national, des provinces et des districts – comme la BAPPENAS et les autorités des districts.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

29. Gestion financière. Le programme sera aligné sur les systèmes gouvernementaux en ce qui concerne les normes comptables et d'information financière, les flux de fonds, la gestion des actifs, l'audit et la passation des marchés. Le BGPN et la BAPPENAS seront responsables de la gestion financière pour ce qui concerne, respectivement, le prêt et le don, et seront dotés d'un personnel suffisant. Ils seront chacun responsables: i) de la préparation du programme de travail et budget annuel; ii) des prévisions de décaissement annuelles et de trésorerie; iii) de la collecte et de la consolidation des rapports sur les dépenses des UAPP et des BGPD; iv) de la préparation et de la soumission ponctuelles des demandes de retrait auprès du FIDA; v) des rapports financiers intermédiaires; vi) de la préparation des états financiers annuels; vii) de la coordination des procédures d'audit; et viii) de la passation des marchés.
30. Une évaluation de la gestion financière de l'Initiative, réalisée conformément aux directives du FIDA, a jugé modéré dans l'ensemble le risque de gestion financière. Ce risque sera atténué par une série de mesures qui comprennent: l'embauche d'experts en gestion financière externes au niveau du BGPN; l'élaboration de manuels dans la langue locale; des rapports financiers intermédiaires; des modalités d'audit interne renforcées; et une formation régulière en plus d'un appui intensif et d'une formation dans la phase initiale d'exécution.
31. Flux de fonds. Les fonds provenant du prêt du FIDA seront versés, par l'intermédiaire du compte de trésorerie unique de l'Indonésie, sur un compte désigné libellé en dollars des États-Unis. Les décaissements pour les dépenses de l'Initiative seront effectués via le système du Trésor par l'intermédiaire de ses agences locales (Kantor Pelayanan Perbendaharaan Negara) et communiqués par le biais du système informatique national de gestion financière pour les finances publiques (Sistem Perbendaharaan dan Anggaran Negara). Le mécanisme de rétrocession des fonds provenant du don (transfert du don) sera aussi utilisé. Le financement sous forme de don sera géré de manière indépendante par la BAPPENAS comme des dons directs (Hibah Langsung). Un compte désigné géré par la BAPPENAS sera ouvert pour recevoir le financement sous forme de don provenant du FIDA.
32. Passation de marchés. Elle sera effectuée conformément à la réglementation nationale en matière de passation des marchés, sous réserve que celle-ci soit compatible avec les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets.
33. Audit. Un audit annuel des comptes (prêt et don) du programme sera réalisé par les services d'audit du gouvernement. Le suivi des mesures correctives prises en réponse aux observations issues de l'audit sera assuré par les organismes d'exécution (respectivement BGPN et BAPPENAS), les commissaires aux comptes et le FIDA dans le cadre des processus de supervision. En outre, l'Initiative sera incluse dans le programme de travail de l'unité d'audit interne du Ministère de l'agriculture, et les rapports seront mis à la disposition des missions de supervision du FIDA.

34. Gouvernance. Les mesures de lutte contre la corruption seront notamment les suivantes: i) créer et entretenir un contexte libre de toute corruption pour les activités conduites au titre de l'Initiative; ii) garantir le respect des procédures et contrôles internes, conformément aux normes internationales concernant les meilleures pratiques; iii) respecter les exigences de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations (en date de 2005, et modifications ultérieures); iv) veiller à ce qu'un cadre de bonne gouvernance soit mis en œuvre sans délai; et v) établir un mécanisme de recours pour les bénéficiaires de l'Initiative et d'autres parties prenantes.

E. Supervision

35. La supervision sera assurée par le FIDA, par le biais de missions de supervision semestrielles, pour les activités financées aussi bien par le prêt que par le don. De plus, le Fonds adoptera une approche de supervision et d'appui à l'exécution continus par le biais du bureau de pays nouvellement établi.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

36. Le coût total du programme, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 55,32 millions d'USD pour les cinq années de la période d'exécution.

Tableau 1

Coût du programme par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

| Composante | Prêt du FIDA | | Don du FIDA | | Secteur privé | | Bénéficiaires | | Emprunteur/ contrepartie | | Total |
|--|---------------|-------------|--------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|-----------------------------|-------------|---------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant |
| 1. Développement de l'agriculture et des moyens de subsistance dans les villages | 25 993 | 83,1 | - | - | 1 149 | 3,7 | 2 623 | 8,4 | 1 532 | 4,9 | 31 298 |
| 2. Services, intrants et liens avec les marchés | 4 449 | 49,3 | - | - | 1 058 | 11,7 | - | - | 3 517 | 39 | 9 024 |
| 3. Appui à l'élaboration des politiques et des stratégies | - | - | 1 000 | 90,9 | - | - | - | - | 100 | 9,1 | 1 099 |
| 4. Gestion du programme | 9 447 | 67,9 | - | - | - | - | - | - | 4 457 | 32,1 | 13 904 |
| Total | 39 885 | 72,1 | 1 000 | 1,8 | 2 207 | 4,0 | 2 623 | 4,7 | 9 606 | 17,4 | 55 325 |

B. Financement du programme

37. Le coût total du programme, d'un montant de 55,32 millions d'USD, sera financé par un prêt du FIDA équivalant à 39,88 millions d'USD (72,2% du total des coûts), un don du FIDA équivalant à 1 million d'USD (1,8% du total des coûts), une contribution des partenaires du secteur privé estimée à 2,2 millions d'USD (4,7% du total des coûts) et du gouvernement pour un montant total estimé à 9,6 millions d'USD (17,4% du total des coûts). Outre les taxes et les droits, le gouvernement prendra en charge les salaires de l'ensemble du personnel de l'Initiative au niveau du BGPN, des provinces, des districts et des sous-districts ainsi que d'autres contributions en nature. Les contributions des bénéficiaires sont estimées à 2,6 millions d'USD (4,7% du total des coûts), principalement pour cofinancer l'achat de machines de base et plus avancées dans le cadre de la sous-composante 1.2. Le don du FIDA financera des activités de concertation sur les politiques relevant de la composante 3. La contribution du secteur privé cofinancera avec le prêt du FIDA les activités liées au cacao relevant de l'activité 1.2 et de la sous-composante 2.4.

Tableau 2
Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers d'USD)

| Catégorie de dépenses | Prêt du FIDA | | Don du FIDA | | Secteur privé | | Bénéficiaires | | Emprunteur/ contrepartie | | Total |
|--|---------------|-------------|--------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|-----------------------------|-------------|---------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant |
| Dépenses d'investissement | | | | | | | | | | | |
| 1. Services de consultation | 11 952 | 85,7 | 700 | 5,0 | - | - | - | - | 1 209 | 8,7 | 13 944 |
| 2. Dons de contrepartie de la communauté | 12 458 | 77,2 | - | - | - | - | 2 623 | 16,3 | - | - | 16 144 |
| 3. Biens et services | 3 914 | 90,1 | 30 | 0,7 | - | - | - | - | 395 | 9,1 | 4 343 |
| 4. Formation | 4 544 | 70,7 | 200 | 3,1 | 1 144 | 17,8 | - | - | 579 | 9,0 | 6 425 |
| 5. Travaux | 1 246 | 90,9 | - | - | - | - | - | - | 125 | 9,1 | 1 371 |
| Charges récurrentes | | | | | | | | | | | |
| 1. Traitements et indemnités | - | - | - | - | - | - | - | - | 6 719 | 100 | 6 719 |
| 2. Dépenses de fonctionnement | 5 775 | 90,5 | 70 | 1,1 | - | - | - | - | 580 | 9,1 | 6 378 |
| Total | 39 885 | 72,1 | 1 000 | 1,8 | 2 207 | 4,0 | 2 623 | 4,7 | 9 606 | 17,4 | 55 325 |

C. Résumé des avantages et analyse économique

38. Avantages. Les avantages découleront: i) de la mobilisation communautaire; ii) du développement de l'agriculture et des moyens de subsistance dans les villages; iii) de l'amélioration des intrants, des liens avec les marchés et des services, notamment financiers; et iv) d'une meilleure nutrition.

39. Analyse économique. Le taux de rentabilité économique interne général du programme est estimé à 19% pour le scénario de référence. La valeur actuelle nette du flux d'avantages nets, à un taux d'actualisation de 10%, est de 50,7 millions d'USD. L'analyse de sensibilité montre l'impact économique d'une réduction à hauteur de 50% des avantages de l'Initiative sur la viabilité de celle-ci. De même, elle montre comment serait affectée la viabilité économique de l'Initiative par une augmentation à hauteur de 40% de ses coûts ou par un retard d'un à trois ans dans son exécution. L'analyse confirme que la viabilité économique demeure attrayante, car une valeur actuelle nette positive et un taux de rentabilité économique supérieur à 10% sont conservés dans tous les cas.

D. Durabilité

40. La durabilité des avantages économiques pour les ménages ayant initialement participé au programme READ était élevée grâce à des pratiques de production agricole améliorées reposant sur les compétences et les savoirs acquis au cours du programme. L'initiative READSI comporte des éléments supplémentaires destinés à améliorer encore la durabilité: i) renforcement de l'aptitude des ménages à faire face aux chocs et à les surmonter par le biais de l'initiation aux notions financières et de l'épargne; ii) établissement de liens entre les groupes communautaires et les prestataires du secteur privé; iii) appropriation accrue de l'investissement dans le matériel mécanique; iv) amélioration des services techniques; et v) renforcement du cadre réglementaire pour l'agriculture paysanne.

41. Les nouvelles technologies, l'accès aux services et la finance rurale devraient accroître la résilience et aider les petits agriculteurs à atténuer les risques, notamment ceux qui sont liés aux changements climatiques. La promotion de systèmes de jardinage intégrés, qui incorporent les étangs, permettra d'atténuer dans une certaine mesure les problèmes de sécurité alimentaire à court terme induits par le climat. L'Initiative étudiera en particulier certaines précautions telles que l'utilisation des données des systèmes d'information géographique dans l'identification des zones à risque climatique et l'adoption de mesures d'atténuation

et d'adaptation appropriées, en particulier pour les cultures prioritaires, pour réduire la vulnérabilité aux risques climatiques des améliorations économiques et pour garantir des revenus agricoles plus élevés et moins sujets à des fluctuations.

E. Identification et atténuation des risques

42. Les principaux risques de l'Initiative portent sur la sélection des cultures prioritaires, les partenariats, l'accapement par les élites, ainsi que la capacité de gestion et la continuité entre le programme READ et l'initiative READSI. Les mesures d'atténuation consisteront notamment à fonder les activités de l'Initiative sur les bonnes pratiques et les expériences acquises dans des investissements similaires – l'Initiative bénéficiera notamment des capacités et des processus, des évaluations inclusives et de l'exécution du programme READ, ainsi que de l'attention portée au renforcement des capacités.

| <i>Risque</i> | <i>Mesures d'atténuation</i> |
|--|--|
| Les cultures prioritaires n'offrent pas de débouchés suffisants pour les petits exploitants. | Les cultures prioritaires qui bénéficieront d'un appui (outre le riz, le cacao et les légumes) seront sélectionnées en consultation étroite avec toutes les parties prenantes concernées et sur la base d'une étude de marché participative. |
| Les partenariats avec le secteur privé ne profitent pas aux petits exploitants agricoles. | Sur la base de l'expérience du FIDA en Indonésie et dans d'autres pays, les partenariats seront mis en place avec toute la diligence voulue pour s'assurer qu'ils offrent des avantages évidents aux bénéficiaires. |
| Les élites accapent les avantages de l'Initiative. | La solution à ce problème passera par: i) la formation adaptée à l'exercice des responsabilités des dirigeants désignés et la mise en place éventuelle d'un mécanisme de recours; ii) la sensibilisation des organismes d'exécution et des partenaires; iii) la sélection des cultures/activités ciblant les femmes et les petits agriculteurs; iv) une large diffusion de l'information sur la sélection des sous-projets et le financement; v) une demande adressée au Ministère de l'agriculture pour fournir un plan de lutte contre la corruption pour l'Initiative, qui sera approuvé par les services de lutte contre la corruption; et vi) la création d'un mécanisme de règlement des griefs au niveau communautaire. |
| Capacité d'exécution limitée | Un appui supplémentaire important sera planifié pour aider l'Agence de vulgarisation agricole et de développement des ressources humaines à faire face à sa charge de travail. Un suivi étroit et régulier pendant les deux premières années d'exécution permettra de mettre en évidence les problèmes émergents à un stade précoce et de prendre des mesures correctives. Les capacités des districts sont variables. L'Initiative réalisera une évaluation des capacités institutionnelles avec tous les nouveaux districts et mettra en œuvre un plan de renforcement ciblé avec des étapes bien définies. L'analyse comparative des districts, combinée au processus de reclassement des districts, offrira des incitations à l'amélioration. |
| Le personnel de vulgarisation n'a pas les capacités nécessaires pour répondre aux besoins des agriculteurs et fournir un appui adapté. | Les activités s'attacheront à renforcer l'appui induit par la demande du système de vulgarisation, combiné au renforcement des capacités du personnel de vulgarisation et à la mise à niveau des installations de formation. |
| Retard dans le recrutement des prestataires de services spécialisés pour la mobilisation sociale | Un processus visant à assurer la continuité avec l'ONG partenaire du programme READ sera approuvé par le FIDA et le gouvernement avant sa mise en œuvre. |
| Des lacunes dans la gestion financière font obstacle à l'acheminement correct des fonds et freinent l'exécution des activités de l'Initiative. | Dotation en personnel financier suffisante à prévoir au niveau du BGNP, de l'UAPP et du BGNP; manuels, rapports financiers intermédiaires et audit interne renforcé. |

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

43. L'Initiative est en parfaite harmonie avec les buts et les objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, le COSOP 2016-2019 et les politiques pertinentes, notamment celles relatives à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles, à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, et aux peuples

autochtones, ainsi qu'avec les stratégies relatives à la finance rurale, aux partenariats avec le secteur privé et au changement climatique. De plus, l'Initiative sera axée sur l'intégration de la nutrition et la reproduction à plus grande échelle.

B. Alignement et harmonisation

44. L'Initiative s'inscrit dans le cadre d'un certain nombre de politiques et programmes gouvernementaux clés, notamment le Plan national de développement à long terme 2005-2025 et le Plan national de développement à moyen terme 2015-2019. Elle sera associée aux initiatives du secteur public en cours dans le secteur de l'agriculture, notamment le Programme d'appui à l'autosuffisance alimentaire – Upaya Khusus Swasembaba Pangan – et le Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation appuyé par le gouvernement/la Banque asiatique de développement/le FIDA, approuvé en décembre 2015, ainsi qu'à des initiatives plus localisées et de taille plus réduite.
45. L'Initiative sera associée et apportera son appui à l'application de la loi sur la protection et l'autonomisation des exploitants agricoles (19/2013), qui vise à améliorer le bien-être des agriculteurs. Cet objectif sera atteint en améliorant l'accès des agriculteurs à la terre, aux financements et aux marchés, en renforçant leur capacité de résistance aux phénomènes climatiques et en renforçant leurs organisations. L'Initiative sera associée à l'application de la loi pour les villages (6/2014), qui fournit aux villages des fonds représentant 10% du budget de l'État destiné à l'administration régionale, qui doivent être dépensés selon les plans de développement villageois élaborés par les communautés.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

46. L'innovation et la reproduction à plus grande échelle sont au cœur de l'approche de l'initiative READSI. Celle-ci adoptera un programme d'innovation en développant et en pilotant des approches centrées sur la petite agriculture, notamment dans les domaines de la nutrition, des liens avec les marchés et de la finance rurale, fournissant ainsi des incitations à une innovation locale impulsée par les communautés. Le système de S&E assurera une évaluation continue des approches potentielles de la concertation sur les politiques et de la reproduction à plus grande échelle par le biais de financements nationaux. La stratégie de reproduction à plus grande échelle de l'Initiative suit le Cadre opérationnel pour la reproduction des résultats à plus grande échelle (2015) du FIDA et combine la mise à l'essai et le perfectionnement de l'approche dans différents contextes avec une gestion des savoirs rigoureuse, une concertation sur les politiques fondée sur l'expérience et le renforcement des capacités institutionnelles.

D. Participation à l'élaboration des politiques

47. Dans le cadre du programme READ, le FIDA a accordé un soutien limité visant à permettre au Ministère de l'agriculture de réaliser lui-même une analyse des politiques de base, ce qu'il a fait et ce qui a largement bénéficié au processus de reproduction à plus grande échelle. Fort de cette expérience, le FIDA a accordé un don de 1 million d'USD pour soutenir les activités de gestion des savoirs et d'élaboration des politiques, ainsi que le renforcement des capacités associé dont elles dépendent. Ces activités viseront: à établir un cadre réglementaire et institutionnel favorable à l'agriculture paysanne; à appuyer la reproduction à plus grande échelle des approches ayant porté leurs fruits; et à garantir la durabilité des effets de l'Initiative. Le don sera hébergé au sein de la BAPPENAS avec des liaisons de coordination avec le Ministère de l'agriculture afin d'assurer l'harmonisation entre l'analyse des politiques, les recommandations et les opérations et de renforcer les capacités internes (et la demande) pour l'analyse. Une collaboration sera établie avec les organismes compétents et les partenaires du savoir, notamment les universités, en fonction des questions liées aux politiques spécifiques.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

48. Un accord de financement et un accord de don entre la République d'Indonésie et le FIDA constituent les instruments juridiques aux termes desquels le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement et de l'accord de don négociés est jointe à l'appendice I.
49. La République d'Indonésie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
50. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

51. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à trente-neuf millions huit cent quatre-vingt-cinq mille dollars des États-Unis (39 885 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un don d'un montant équivalant à un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Negotiated financing agreement: "Rural Empowerment and Agricultural Development Programme Scaling-up Initiative"

(Negotiations concluded on 31 August 2017)

Loan Number:
Grant Number:

Programme Title: Rural Empowerment and Agricultural Development Programme Scaling-up Initiative (The "Programme" or "READSI")

The Republic of Indonesia (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

PREAMBLE

Whereas the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Programme described in Schedule 1 to this Agreement (the "Programme");

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is thirty nine million eight hundred and eighty five thousand United States dollars (USD 39 885 000).

B. The amount of the Grant is one million United States dollars (USD 1 000 000).

2. The Loan shall be granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of eighteen years, including a grace period of six (6) years starting from the date that the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal from the Loan have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b) of the General Conditions and Section E of this Agreement.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollar (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st of January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 1st of March and 1st of September.
6. There shall be two Designated Accounts denominated in US Dollars for the Loan and the Grant respectively.
7. The Borrower/Recipient will provide counterpart financing in the approximate amount of USD 9.6 million for the Programme in the form of taxes on Programme expenditure, staffing and other in-kind contributions.

Section C

1. The Lead Programme Agency (LPA) as defined in Section 2.01 of the General Conditions (the entity with overall responsibility for the execution of the Programme) for Loan and Grant-funded activities shall be the Ministry of Agriculture (also referred to as MoA or Executing Agency-EA). The Implementing Agency for Grant funded activities will be the Ministry of National Development Planning (BAPPENAS).
2. The Agency of Agricultural Extension and Human Resource Development (AAEHRD) will host the National Programme Management Office (NPMO) on behalf of MoA. The Deputy Ministry for Maritime and Natural Resources will host the Grant Secretariat on behalf of BAPPENAS.
3. The following is designated as additional Programme Parties: provincial and district level governments.
4. The Programme Completion Date shall be the fifth (5th) anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

1. The Loan and Grant will be directly supervised by IFAD.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan and Grant:
 - (a) Any transfer of key staff in the NPMO or the Grant Secretariat that has not been communicated to the Fund.

2. The following is designated as an additional ground for suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan:

- (a) The Programme Implementation Manual (PIM) or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.

3. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal from the Loan:

- (a) The NPMO within the MoA shall have been created and key staff in the NPMO shall have been nominated to the satisfaction of IFAD; and
- (b) Preparation of the PIM in a manner satisfactory to IFAD.

4. The following are designated as additional general condition precedent to withdrawal from the Grant:

- (a) A Coordinator for the start-up of the Policy Secretariat has been appointed from within BAPPENAS; and
- (b) Terms of Reference for specialists have been prepared in a manner satisfactory to IFAD.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Director General of Budget Financing and Risk Management
Ministry of Finance
Frans Seda Building, 2nd Floor
Jalan Dr. Wahidin Raya No.1
Jakarta 10710, Indonesia

For Correspondence:

Attn: Director of Loans and Grants
Frans Seda Building, 6th Floor
Jalan Dr. Wahidin Raya No.1
Jakarta 10710, Indonesia
Tel: (62-21) 3458289, 3865330
Fax: (62-21) 3812859

For Disbursements and Payments:

Attn: Director of Evaluation, Accounting and Settlements
Frans Seda Building, 7th Floor
Jalan Dr. Wahidin Raya No.1
Jakarta 10710, Indonesia
Tel: (62-21) 3864778
Fax: (62-21) 3843712
Email: deas@kemenkeu.go.id

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient and shall enter into force when both the Fund and the Borrower/Recipient have signed it as provided in Section 13.01 of the General Conditions.

REPUBLIC OF INDONESIA

[Authorized Representative]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

President

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. Target Population. The target groups will include: (i) the poor and near poor who have the potential to generate economic returns from agriculture with programme support; ii) active /demonstration farmers that will act as "agents of change" who have the potential to demonstrate and motivate the poor and near poor in their area to improve their livelihoods; and; (iii) landless and land-poor, including women-headed households, who will be included in activities directed at homestead gardening, improved nutrition and financial literacy. Women will be a specific target group. The targeting strategy will ensure the inclusion of ethnic groups and indigenous people who meet the programme selection criteria.

2. Programme area. The Programme area (the "Programme Area") will include a total of 18 districts, with 14 districts within four provinces of Sulawesi Island and two districts in each of Kalimantan Barat and Nusa Tenggara Timur (NTT). READSI will continue in the five original READ districts in Sulawesi Tengah and two districts in each of NTT and Kalimantan Barat.

3. Goal. The Programme's goal is supporting the growing prosperity of Indonesian smallholder farming families and its objective is to empower rural households in the programme area with the skills, confidence and resources to sustainably improve their farm and non-farm incomes and livelihoods through a scalable programmatic approach.

4. Objective. The Development Objective of the Programme is that rural households in Sulawesi, Kalimantan Barat and NTT are empowered individually and collectively with the skills, confidence and resources to sustainably improve their farm and non-farm incomes and livelihoods.

5. Components. The Programme shall consist of the following components:

Component 1: Village agriculture and livelihoods development. The expected outcome is: improved household incomes and livelihoods are enabled through improved productivity and profitability of farm and non-farm activities and better management of household finances and nutrition.

Building on the Rural Empowerment and Agricultural Development (READ) Programme, this outcome will be derived by closely integrating community mobilization with agriculture and livelihood development.

The elements of the integrated village development process include four complementary dimensions which will run in parallel with the programme supported households and common interest groups:

- i. Community mobilization;
- ii. Agriculture and livelihoods;
- iii. Savings, loans and financial literacy; and
- iv. Nutrition, including early childhood nutrition (i.e. "the first 1000 days"/1000 Hari Pertama Kehidupan).

Component 2: Services, inputs and market linkages. The expected outcome is: critical services and input markets in programme districts are sustainably improved in terms of quality, relevance, availability and accessibility to serve the needs of programme communities.

This component addresses key support services and markets, especially at the district level and the associated systems at higher levels, and is intended to improve the performance and service delivery of these key services in a more sustainable way. Each key service is addressed under a specific sub-component:

- i. Agricultural extension service (all districts).
- ii. Financial services (all districts).
- iii. Seed supply markets and system (all districts).
- iv. Cocoa farmer support services and markets (Sulawesi only).
- v. Livestock production and health services and markets (before Mid-Term Review only in NTT, possible scale up post- Mid-Term Review).

Component 3: Policy and strategy development support. The expected outcome is: supportive policy and institutional frameworks on food, agriculture and rural development.

This component will support policy development and coordination for food, agriculture and rural development, based on four sub-components:

- i. Support to key development policies;
- ii. Building capacity for evidence-based policy and planning processes;
- iii. Strengthen development partner coordination on food, agriculture and rural development policy support; and
- iv. Enhance the use of results, lessons learned and smart practices from past and ongoing development projects and programmes.

Component 4: Programme Management at national, provincial and district levels. This component supports the effective management of Programme implementation. The implementation arrangements are defined in Section II Implementation Arrangements.

II. Implementation Arrangements

1. Approach. READSI will adopt the implementation structure of READ and will build on good practices developed by other IFAD-supported investments in Indonesia, including: operating within mainstream government systems and processes; building strong systems and processes to maximize management efficiency; benchmarking between districts and within districts and staff, enabled by independent monitoring and evaluation; strong and transparent governance structures; and incentives for strong performance.

2. Loan and grant-funded activities will be managed and reported separately.

Implementation Arrangements related to Loan-funded activities:

3. Lead Programme Agency. The Ministry of Agriculture (MoA) will be the Executing Agency (EA) with the Agency for Agricultural Extension and Human Resource Development (AAEHRD) being assigned to host the National Programme Management Office (NPMO).

4. The NPMO will be accountable for the performance of the implementation of Loan funded activities and the use of Loan funds. The NPMO will be responsible for overall consolidation and coordination of financial management and reporting.

5. The NPMO will lead the preparation of an annual work plan and budget (AWPB) for the Loan and submit it to IFAD no objection.

6. While the NPMO has overall responsibility for Loan funded activities, both component 1 and 2 have specific implementation arrangements in collaboration with sub-national agencies. The roles and responsibilities of implementing partners will be detailed in a Memorandum of Understanding between the parties and in the Programme Implementation Manual.
7. Provincial Programme Support Units (PPSU) will be set-up in each Province with the primary focus on programme administration functions, such as financial reporting, planning, and monitoring and evaluation. PPSUs are support units to the district level programme management offices.
8. District Programme Management Offices (DPMOs) will be set up in each district and focus on implementation of district level activities. DPMOs will be responsible for financial management, planning, monitoring and evaluation, and reporting related to activities in their respective district, for consolidation by the NPMO.
9. Steering Committee (SC). READSI will be overseen by a SC which will guide the overall direction of the programme. The establishment and composition of the steering committee will be defined in the Programme Implementation Manual.
10. Programme Implementation Manual. The NPMO shall prepare a draft PIM covering loan-funded activities, in a manner acceptable to the Fund. The PIM shall include among other arrangements: (i) institutional coordination and day-to-day execution of the Programme; (ii) Programme budgeting, accounting, financial management, procurement, disbursement monitoring and evaluation, reporting and related procedures; (iii) detailed description of implementation arrangements for each Programme component, including the operational modalities for the matching grant mechanisms; (iv) complaints settlement mechanism; (v) and such other administrative, technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for the Programme.
11. The LPA shall forward the draft PIM to the Steering Committee for comments and to the Fund for no objection. The NPMO shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and promptly provide copies thereof to the Fund. The Borrower shall carry out the Programme in accordance with the PIM and shall not amend, abrogate, waive or permit to be amended, abrogated, or waived, the aforementioned manual, or any provision thereof, without the prior written consent of the Fund.

Implementation arrangements of Grant-funded activities

12. Implementing Agency. BAPPENAS will be the Implementing Agency for the grant funded activities. A Grant Secretariat will be established in the Deputy Ministry for Maritime and Natural Resources.
13. Secretariat. The Secretariat will manage and coordinate Component 3. It will manage the day-to-day work of the Secretariat under the overall supervision of the Deputy Ministry for Maritime and Natural Resources.
14. Planning. The Secretariat will be responsible for the preparation of the AWPB and procurement plan as well as reporting Grant-funded activities. The AWPB will be submitted to IFAD no objection by the Secretariat.
15. The Secretariat will coordinate closely with the Ministry of Agriculture, including the NPMO, to ensure adoption of good practices and strong coordination.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

| Category | Loan Amount Allocated (expressed in USD) | Grant Amount Allocated (expressed in USD) | Percentage net of taxes and other Government contribution |
|--|--|---|---|
| 1. Works | 1 250 000 | | 100% |
| 2. Consultancies and non-consulting services | 11 950 000 | 700 000 | 100% |
| 3. Goods | 3 910 000 | 30 000 | 100% |
| 4. Training and workshops | 4 540 000 | 200 000 | 100% |
| 5. Community matching grants | 12 460 000 | | 100% |
| 6. Operating costs | 5 775 000 | 70 000 | 100% |
| TOTAL | 39 885 000 | 1 000 000 | |

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- i. Goods includes equipment and vehicles
 - ii. Operating costs includes administrative costs and travel allowances related to Programme activities
2. Start-up Costs. Withdrawals from the Loan account in respect of expenditures for start-up costs in Categories II, III, IV and VI, incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal, shall not exceed an aggregate amount equivalent to USD 300 000.

Logical framework¹

| Results Hierarchy | Indicators ² | Assumptions |
|---|---|---|
| Goal: Growing prosperity of Indonesian smallholder farming families | >76,500 smallholders households directly benefiting increase household assets by 25% more than comparable non-participating smallholder households | Assumes continued social, political and economic stability |
| | Chronic malnutrition reduced by 10% in children under 5yrs of age. | Indicators 2 and 3 are particularly relevant to more remote communities covered by READ SI where subsistence agriculture still has a greater importance. |
| | Percentage of households experiencing a hungry season is reduced by 50% | |
| Development Objective: Rural households in Sulawesi, West Kalimantan and Nusa Tenggara Timur (East Nusa Tenggara) are empowered individually and collectively with the skills, confidence and resources to sustainably improve their farm and non-farm incomes and livelihoods through a scalable programmatic approach. | 80% of participating poor and near poor ³ households direct beneficiaries increase real net farming or non-farm income by >30% more than comparable non-participating households | Local and international demand for key crops does not suffered prolonged collapse in prices or demand volumes. |
| | Commodity and livelihood groups are active and functioning effectively in 90% programme villages; (Disaggregated by type of group, including women's groups) | Farmers do not suffer from prolonged or repeated draughts or other adverse climate conditions or natural disasters. |
| | Return on investment (ROI) exceeds 20% | |
| Outcome 1: Improved household incomes and livelihoods are enabled through improved productivity and profitability of farm and non-farm activities and better management of household finances and nutrition. | 50% real increase in labour productivity (as net farm income per day's labour) for >45,000 smallholders (60% of participating households) | Sufficient numbers of smallholder are interested in improving their production rather than leaving farming or switching to other production systems entirely. Good quality genetics and other critical are available in sufficient quantities to allow widespread adoption. |
| | Average yield increase for flagship and other crops for households supported on the specific crop by: <ul style="list-style-type: none"> a. cocoa: >150% b. rice: >30% c. other crops: >30% for other crops/livestock selected by farmers for support | |
| | 80% of participating households have affordable access to and use of sufficient seasonal & investment finance – whether from CBFOs, FSP ⁴ loans or own savings | Presence and interest of major banks and other FSP in programme districts in expanding services to rural households |

¹ Logical framework has been shortened for this report.

² All indicators relating to households and individuals to have data disaggregated by gender, poverty status and ethnicity

³ "near poor" defined as living on <USD3.10 (2011 PPP) per capita per day [this poverty line to be rechecked]

⁴ CBFO - community based financial organization, FSP = financial service providers e.g. banks, microfinance institutions

| | | |
|--|---|---|
| | 50% women participating in the programme adopt improved mother and child nutrition behaviours, set-up integrated homestead and provide ongoing mutual support | Sufficient numbers of mothers and families are interested in improving the nutrition of their families. Any possible negative cultural beliefs related nutrition can be mitigated. |
| | 80% of all machinery and infrastructure supported have easy and equitable access for all intended beneficiaries and are well maintained at the end of the programme | Elite capture of investments is avoided. |
| Outcome 2: Critical services and input markets In programme districts are sustainably improved in terms of quality, relevance, availability and accessibility to serve the needs to programme communities | 80% of households are satisfied with the: a) relevance, b) quality, and c) accessibility of agricultural extension and advisory services provided by the public and private sector (disaggregated by provider) | |
| | Rice Seed – affordable, quality, certified "READ" seed (or equivalent) readily commercially available for all farmers as needed in the local market in 80% of rice producing programme villages | Enabling seed policies and practices for rice and other crops are in place or are put in place. |
| | PPPs set-up and functioning well with at least 3 national scale partners to improve service delivery and input supply in cocoa or rice value chains in programme locations, including at least 2 with major cocoa businesses. | Continued interest from MARS and other major cocoa business to partner with government for sector development. Willingness of key parts of MoA to have genuine PPP with private firms. |
| | Good quality, active local private service providers offering services and being regularly used by programme supported farmers in 80% of programme village | Private entrepreneurs and businesses are interested to run service businesses in programme districts |
| Outcome 3: Supportive policy and institutional framework for smallholder agriculture | At least 2 sector-wide policy work (review/analysis) undertaken and discussed at national (and district if applicable) level. | Continued GoI commitment to high levels of investment in agriculture and pressure for investment efficiencies |
| | Roadmap agreed upon and resources committed for GOI to scale up READ SI approach to priority locations | |
| Outputs | No. of farmers trained in improved production/post harvest technology (target: 65,250) | 175 HH per new village plus 25 HH per old village (homestead gardening only) |
| | No. of mechanization service MSMEs operating (target: 450) | 1 per village |
| | No. of women trained and receiving starter kits for integrated homestead gardening (target: 11,250) | 25 per village |
| | No. of individuals complete financial literacy training (target: 61,200) | 80% of total programme participants |